


La distinction service public administratif (SPA) / service industriel et commercial (SPIC)



Tribunal des conflits, arrêt du 22 février 1921, Sté commerciale de l'Ouest Africain/arrêt Bac d'Eloka

Le tribunal des conflits a admis qu'un service public, même géré par une personne publique, puisse fonctionner dans les mêmes conditions qu'une entreprise privée et relever ainsi largement du régime de droit privé et de la compétence du juge judiciaire.

C'est la naissance du terme de SPIC (Service Public Industriel et Commercial)



Pour distinguer SPA/SPIC, il faut rechercher si le service en cause, par la mission ou les procédés qu'il utilise, correspond à l'essence même de l'action administrative (SPA) ou s'il peut être comparé à une entreprise ordinaire (SPIC).

L'OBJET DU SERVICE/SAMMISSION

SPA

Activités essentiellement désintéressées (qui ne recherchent pas le profit) et/ou qui relèvent des missions traditionnelles de l'administration.

SPIC

Activités économiques, de production et d'échanges exercées dans un contexte de concurrence.

Certains services publics bénéficient d'une présomption irréfragable d'administrativité (= toujours un SPA)

Ex : service public de construction et d'entretien des routes, même si péage (CE, 2 octobre 1985, Jeissou)



LES RESSOURCES DU SERVICE



SPIC : financés comme les entreprises privées. Redevances pour service rendu, facturées aux usagers en contrepartie de la prestation fournie. Montant peut tenir compte des avantages de toute nature pour les bénéficiaires des prestations (CE, 7 octobre 2009, Sté d'équipement de Tahiti et des Iles).

SPA : financés par le contribuable (impôt). Le service est généralement gratuit (CE, 30 mai 1930, Benoit). Il peut bénéficier d'une taxe ou redevance, mais elle n'a pas besoin d'être proportionnée au coût réel du service (TC, 28 mai 1979, syndicat d'aménagement de Cergy Pontoise).

LES MÉTHODES DE FONCTIONNEMENT

Il faut regarder les procédés utilisés par le service :
S'il a recours à **des techniques administratives**, c'est sûrement un SPA.

S'il n'utilise pas trop de **services administratifs**, ce sera plutôt un SPIC.

Il faudra regarder l'importance et le nombre de **prérogatives de puissance publique** dont dispose le **service** : les procédures comptables et budgétaires appliquées (comptabilité publique ou privée?), le statut du personnel (fonctionnaires? agents privés?).

Ex : le service des pompes funèbres est classiquement qualifié de SPIC (avis du 19 décembre 1995 et Réponse ministérielle publiée au JO Sénat le 30 juillet 1998).

Attention ! Parfois, un décret peut qualifier un établissement public d'EPIC afin de bénéficier du droit privé. Si la qualification n'est pas correcte, les règles de SPA s'appliqueront (CE, 28 mai 1981, FORMA) et le juge rétablira également la bonne qualification (TC, 24 juin 1968, Sté des distilleries Bretonnes).



LES CONSÉQUENCES DE LA DISTINCTION SPA/SPI SUR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS GESTIONNAIRES DES SERVICES

Les SPA sont gérés par les établissements publics administratifs (EPA).

Les SPIC sont gérés par les établissements publics industriels et commerciaux (EPIC).

C'est le gouvernement qui choisit la formule la plus adaptée à la mission à remplir (CE, 29 janvier 1965, L'Herbier)

Il y a des établissements publics à double visage : le droit applicable dépend alors du service de l'établissement qui est en cause

Ex : CE, 20 décembre 1985, Syndicat national des industriels de l'alimentation animale

L'office national interprofessionnel des céréales est un EPA qui gère un SPA s'il assure l'organisation du marché des céréales.

L'office national interprofessionnel des céréales est un SPIC s'il effectue des opérations d'achat et de vente



Le droit applicable aux services publics

Les actes unilatéraux



SPA géré par une personne publique

Toujours des actes administratifs (CE, 1907, Cgnie des Chemins de Fer de l'est).



SPA géré par une personne privée

Acte administratif si : acte d'organisation du SPA, de réglementation, de police ou de contrôle et donc si délégation de prérogatives de puissance publique.



SPIC géré par une personne publique

Les actes de gestion des SPIC sont toujours des actes de droit privé (CE, 1961, Dame Agnesi).

SPIC géré par une personne privée

Les actes réglementaires d'organisation des SPIC sont toujours des actes administratifs (CE, 1998, Cne de Toulon/ TC, 1974, Blanchet).

Si l'acte réglementaire est pris par une personne privée grâce aux prérogatives de puissance publique, c'est un acte administratif (TC, 1968, Cgnie Air France c/ Epx Barbier).

Les contrats

SPA géré par une personne publique

Contrat administratif s'il porte sur l'exécution du contrat ou contient des clauses exorbitantes de droit commun.



SPA géré par une personne privée

Contrat de droit privé sauf si mandaté par personne publique et que le contrat porte sur l'exécution du service ou contient des clauses exorbitantes.





SPIC géré par une personne publique

Contrat administratif s'il porte sur l'exécution du service public ou contient des clauses exorbitante.

Contrat avec usager de SPIC est un contrat privé (TC, 1962, Dame Bertrand).

SPIC géré par une personne privée

Contrat de droit privé sauf si mandaté par personne publique et que le contrat porte sur l'exécution du service ou contient des clauses exorbitantes.

Les usagers



SPA géré par une personne publique

Droit public sauf dispositions législatives.

SPA géré par une personne privée

SPIC géré par une personne publique

Droit privé, y compris si dommages de travaux publics (TC, 1954, Dame Gallant).

SPIC géré par une personne privée

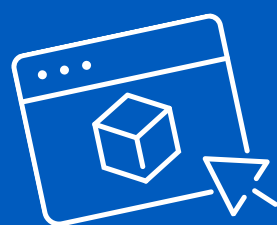
Les biens



SPA géré par une personne publique

Public s'il appartient à la personne publique et est affecté au service public ou à l'usage du public et qu'il fait l'objet d'un aménagement spécial (CE, 1956, Sté le béton).

SPIC géré par une personne publique



SPA géré par une personne privée

Biens privés sauf pour les biens mis à disposition de la personne privée par la personne publique.

SPIC géré par une personne privée

Le personnel

SPA géré par une personne publique

Agents de droit public (TC, 1996, Berkani).

SPIC géré par une personne publique

Agents de droit public, sauf pour le directeur et le comptable public (CE, 1923, Robert de Lafrégeyre).

SPA géré par une personne privée

Agents de droit privé sauf agents publics mis à disposition de la personne privée (CE, 1962, Chevassier).

SPIC géré par une personne privée

Agents de droit privé sauf mise à disposition d'agents publics





**SPIC géré par une
personne publique**

Droit privé vis-à-vis des
usagers et à l'égard des tiers
(TC, 1933, Dame Mélinette).

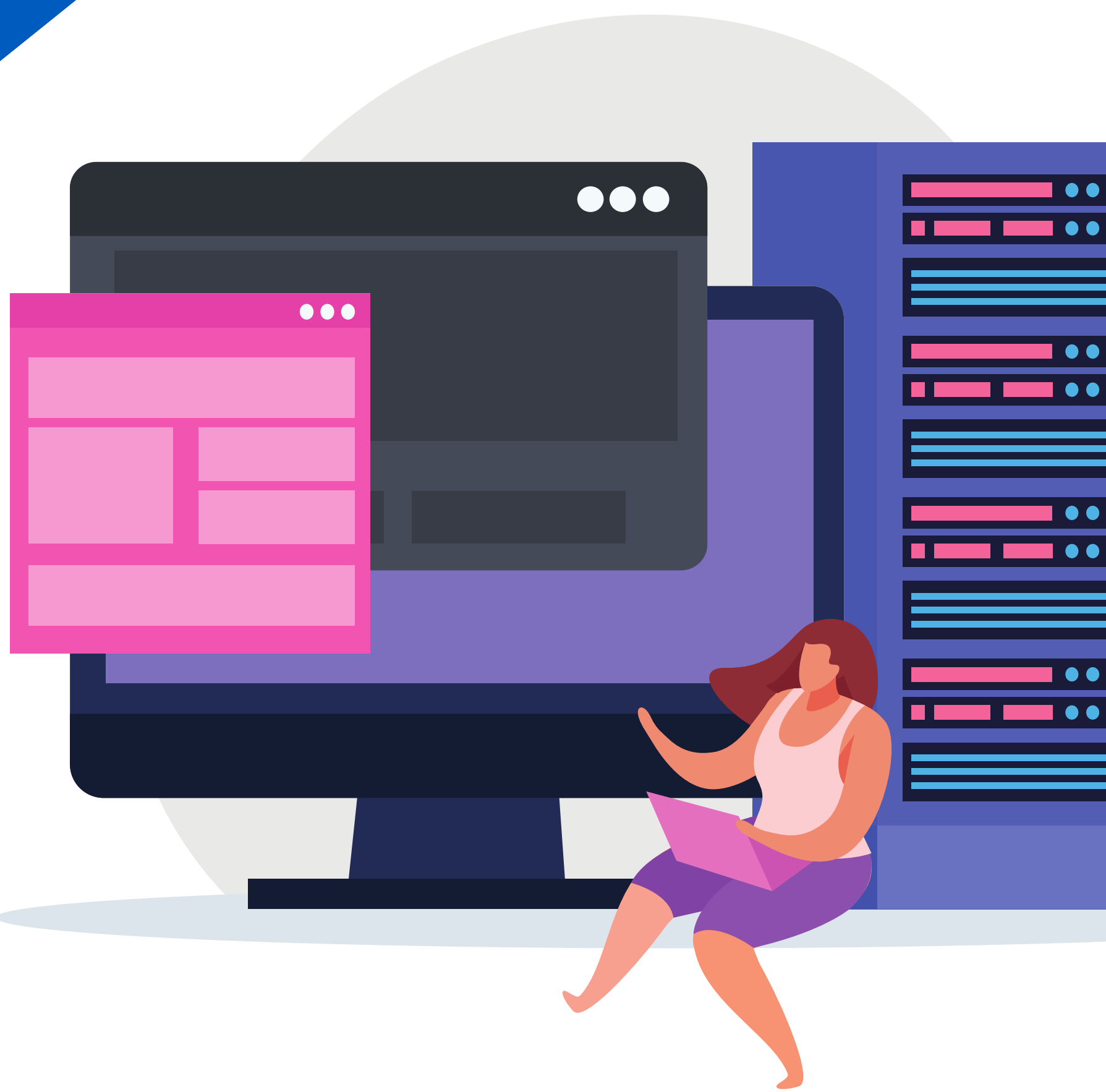
**SPIC géré par une
personne privée**

**SPA géré par une
personne publique**

Droit administratif sauf
dispositions législatives.

**SPA géré par une
personne privée**

Droit privé sauf litiges liés à la
mise en œuvre de prérogatives
de puissance publique ou en cas
de dommages de travaux publics



Les règles communes à l'ensemble des services publics : les lois de Rolland

PRINCIPES D'ÉGALITÉ ET DE NEUTRALITÉ

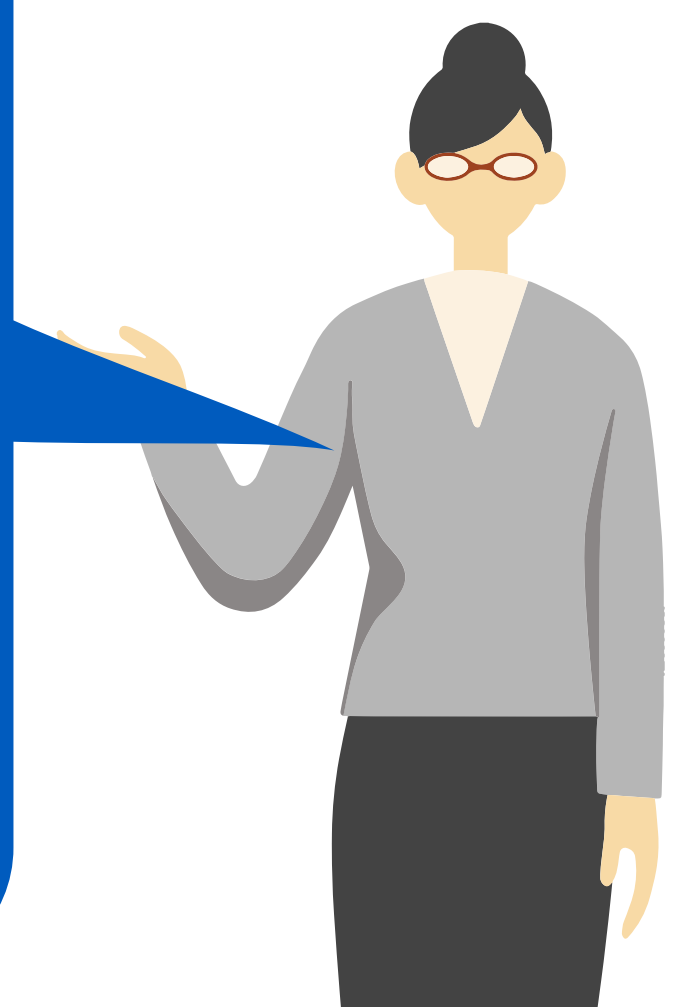
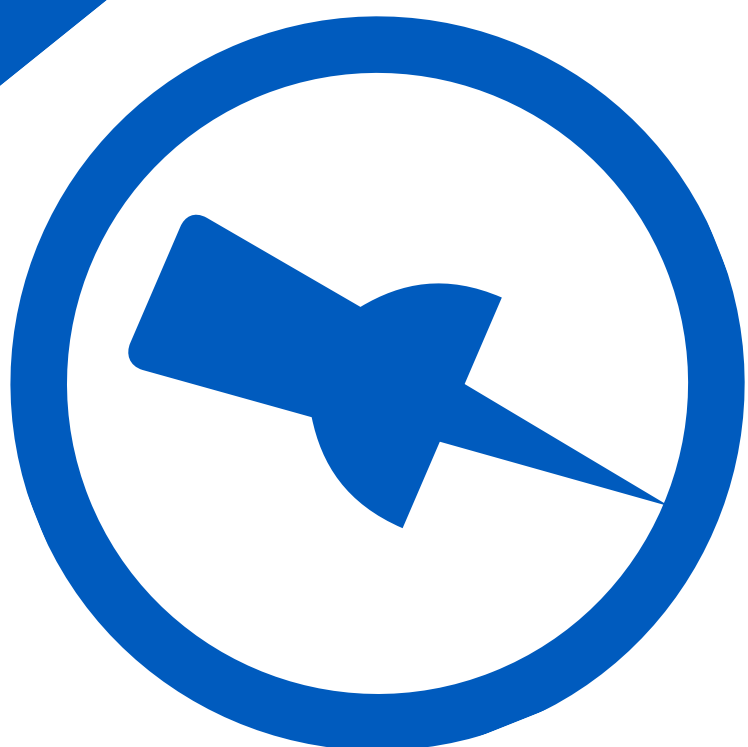
Principe d'égalité (art. 1 et 6 DDHC) est un principe à valeur constitutionnelle (DC, 18 sept 1986) et un principe général du droit (CE, 9 mars 1951, Sté des concerts du conservatoire).

Son corollaire est le principe de neutralité : les agents du SP doivent traiter de manière égale les usagers.

Possibilité de traiter différemment les usagers lorsqu'il existe une différence de situation appréciable et légitime en lien avec le but poursuivi par le service (CE, 20 novembre 1964, Ville de Nanterre). La différence ne doit pas être disproportionnée (Ce 28 juin 2002, Villemain).

Possibilité de traiter différemment les usagers lorsque la loi le prévoit : loi du 29 juillet 1998 de lutte contre l'exclusion, permet pour les SPA, la **fixation de tarifs différents en fonction du niveau de revenu des usagers et du monde de personnes vivant au foyer**.

Possibilité de traiter différemment les usagers, même s'il n'existe aucune différence de situation appréciable et légitime, lorsqu'il existe des **raisons impérieuses d'intérêt général en rapport avec l'objet du service**. Exemple : différences tarifaires des élèves d'un conservatoire en fonction du salaire des parents, car but d'intérêt général que le conservatoire puisse être fréquenté par tous les élèves qui le souhaitent sans distinction selon leur possibilité financière (CE, 29 décembre 1997, Cne de Genevilliers).

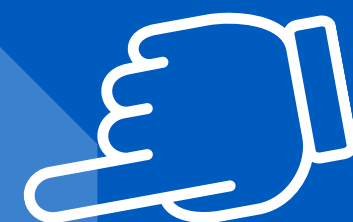




PRINCIPE DE CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

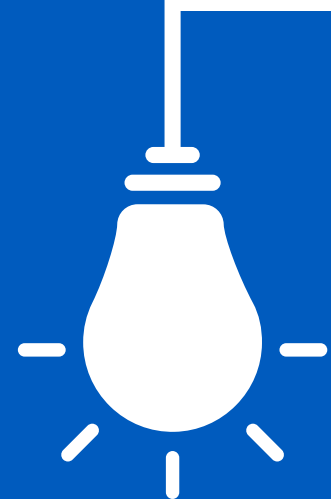
Les administrés doivent pouvoir bénéficier des prestations d'un service public en toute circonstance. Ce principe de continuité des services publics à une valeur constitutionnelle (DC, 25 juillet 1979, Droit de grève à la radio et à la télévision française).

Le principe de continuité du service public n'affecte pas le droit de grève des agents de la fonction publique (CE, 7 juillet 1950, Dehaene) Sauf pour agents avec missions essentielles (policiers, magistrats judiciaires, préfets...).

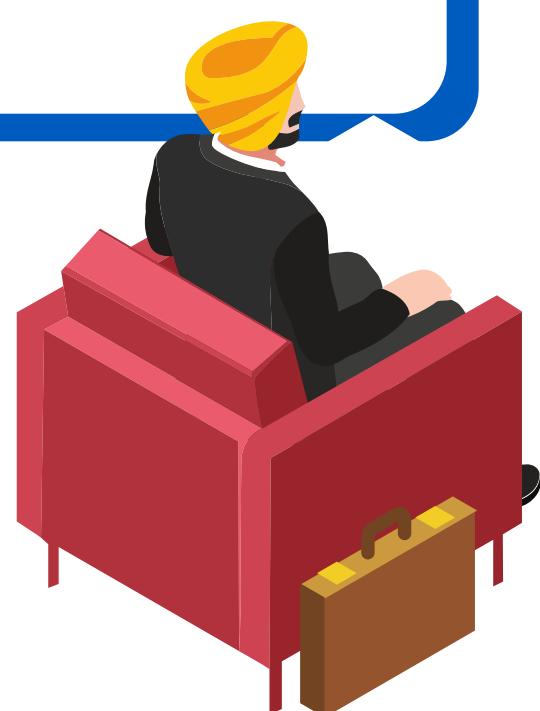


PRINCIPE DE MUTABILITÉ

L'administration doit pouvoir prendre les mesures nécessaires pour adapter le fonctionnement d'un service public aux changements de condition d'exercice. Par exemple, l'éducation nationale doit s'adapter à l'évolution de l'outil numérique. Dispose d'une large marge de manœuvre pour s'adapter.



S'il s'agit d'un SPA ou SPIC facultatif, l'administration peut décider librement de supprimer le service, si elle l'estime nécessaire (CE, 18 mars 1977, CCI de la Rochelle).



En revanche, elle ne peut pas modifier les règles législatives, ni limiter dans des conditions anormales l'accès à un SP obligatoire ou remettre en cause son existence.